

Communiqué du Président de la République (29.11.12)

L'Assemblée générale des Nations unies vient d'accorder à la Palestine le statut d'Etat non membre observateur. La France a fait un choix cohérent avec l'objectif de deux Etats vivant en paix et en sécurité, affirmé dès 1947.

Ce vote est conforme à mon engagement de **soutenir la reconnaissance internationale de l'Etat palestinien**. Mais il ne pourra se traduire dans les faits que dans le cadre d'un règlement de paix juste et global. Pour atteindre cet objectif, les négociations doivent reprendre, sans conditions et le plus rapidement possible.

Le dialogue direct est en effet la seule voie pour trouver une issue définitive à ce conflit. La France est prête à y contribuer, en amie à la fois d'Israël et de la Palestine.